



COMMUNIQUE DE PRESSE

Embargo - 15 juin 2010, 13h30 heure de Genève

Message des syndicats aux dirigeants du G20 : “Agissez pour l’emploi maintenant et tout de suite!”

La CSI et le TUAC tiendront un point presse le samedi 15 juin de 13h30 à 14h30 au Palais des Nations, Genève (Salle XI – interprétation anglais, français, allemand et espagnol) à l’occasion de la publication de la Déclaration syndicale internationale aux Sommets du G20 et G8, Ontario. Seront présents Michael Sommer, Président de la confédération syndicale allemande, la DGB et vice-président de la CSI, James Howard, Directeur en charge des politiques économiques et sociales à la CSI et John Evans, Secrétaire général du TUAC. La déclaration propose un plan global pour sortir l’économie mondiale de la récession.

Les syndicats mettent en garde les dirigeants des risques liés à une mise en œuvre prématurée des plans de rigueur budgétaire à travers les économies du G20 enfonçant ainsi l’économie mondiale dans la récession. Nous faisons face à la plus grave crise de l’emploi depuis la crise des années 30. La reprise est hésitante, fragile et partielle. Les mesures d’austérité ne feront qu’affaiblir, si ce n’est tuer la croissance. Les dirigeants ne doivent pas permettre aux marchés obligataires de dicter les politiques économiques. Les syndicats appellent les dirigeants du G20 à respecter l’engagement pris au sommet de Pittsburgh de “placer l’emploi de qualité au cœur de la relance” et de se concentrer sur la création d’emplois à court terme pour soutenir la reprise et réduire les déficits public à moyen terme. Ils mettront l’accent sur la nécessité pour les dirigeants du G20 de s’engager sur la voie de la fiscalité progressive génératrice de recettes publiques et de s’accorder pour une mise en œuvre immédiate d’une taxation des transactions financières internationales comme moyen de rétablir les équilibres des comptes publics.

Le plan proposé par les syndicats axé sur l’emploi et une reprise durable de l’économie sera présenté à Ottawa le 18 juin par une délégation syndicale des pays du G20 au premier ministre canadien M. Harper qui accueille les sommets du G8 et G20 à la fin du mois.

Le plan d’action appelle le G20 à :

- Poursuivre les mesures de relance axées sur l’emploi et la croissance et agir pour un marché du travail durable fondé sur le principe du travail décent, comme élément central du modèle économique d’après-crise ;
- Faire cesser les attaques spéculatives sur les monnaies, à adopter une fiscalité juste et s’engager sur la voie d’une taxe sur les transactions financières (TTF) susceptibles de pénaliser les comportements spéculatifs et de participer à la prise en charge du coût de la crise et des biens publics mondiaux ;

- Réformer le système financier et prendre des mesures coordonnées au niveau du G20 pour réformer le système financier et briser l'engrenage de gouvernements soumis au court-termisme des marchés financiers et à leur volatilité susceptible de déclencher une autre crise à moyen terme ;
- Garantir que les politiques liées au changement climatique assurent une « transition juste » et investir dans des infrastructures vertes génératrices d'emplois, développer les compétences nécessaires à l'économie verte, assurer la protection sociale et soutenir le dialogue social ;
- Établir un nouveau paradigme de la gouvernance mondiale basé sur le plein emploi et créer un groupe de travail permanent du G20 chargé de l'emploi avec la participation des partenaires sociaux, s'engager en faveur de la participation des partenaires sociaux aux sommets du G20 et au Conseil de stabilité financière (CSF), inviter l'OIT à travailler au volet emploi du Cadre du G20 pour une croissance forte, durable et équilibrée et mettre en œuvre la nouvelle Déclaration sur la propriété, l'intégrité et la transparence des activités commerciales et financières internationales.

Les syndicats exhortent notamment les dirigeants du G8 à :

- Tenir leurs engagements en matière d'aide et soutenir les OMD et adopter un plan d'action pour la réalisation des OMD et de suivi des engagements, investir dans les services publics, placer le travail décent au cœur de l'aide au développement et soutenir l'autonomie économique des femmes ;
- VIH et sida : fixer un plan d'action en amont du Sommet sur les OMD en septembre 2010 pour tenir les engagements concernant l'accès universel à la prévention, au traitement, aux soins et à l'appui en matière de VIH et de sida, renforcer es programmes d'information sur le lieu de travail et renflouer les caisses du Fonds mondial contre le sida, la tuberculose et le paludisme ;
- Éducation : mandater un comité d'experts chargé d'élaborer des recommandations pour accéder à l'Éducation pour tous (EPT), développer une éducation et une formation professionnelles adaptées, organiser une réunion ministérielle du G20 à ce sujet en 2011 et lancer une Initiative mondiale pour la formation des enseignants ;
- Protection sociale : mettre en pratique le « socle de protection sociale » de l'OIT par la création d'un fonds de protection sociale et garantir que les pays émergents et en développement auront accès tant aux ressources qu'à l'espace politique nécessaires à sa mise en œuvre.

Pour plus d'informations sur la déclaration syndicale internationale, veuillez communiquer avec John Evans, TUAC (tél.: +33608674536) ; James Howard, CSI (tél.: + 32497540333)